

Le rapport de l'ECLJ sur l'influence de Soros à la CEDH dérange



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 03 mars 2020

Source [Le Salon Beige] Aussi, plutôt que de présenter [le Rapport de l'ECLJ](#) sur les relations et conflits d'intérêts entre ONG et juges de la CEDH, comme le fit largement la presse européenne, '[Le Monde](#)' publie [un article contre l'auteur du rapport](#). C'est une méthode soviétique, typique du Monde et indigne du journalisme. C'est surtout un aveu de la véracité du rapport.

Voici néanmoins quelques extraits de cet article :

A la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), l'instance juridique suprême du Conseil de l'Europe, on ne décolère pas, deux semaines après la publication dans l'hebdomadaire français d'extrême droite Valeurs actuelles d'un long article expliquant comment George Soros aurait « infiltré » l'institution.

Selon cette enquête, une dizaine de juges seraient « liés » (comprendre qu'ils ont pu y travailler par le passé) à des ONG comme Amnesty International, qui reçoivent elles-mêmes des subsides de la part d'Open Society, organisation caritative du milliardaire américain d'origine hongroise. Suffisant aux yeux du magazine pour faire sa « une » sur un « scandale Soros ».

A la source de ces « révélations », qui ont surtout fait réagir dans la sphère conservatrice française, de la présidente du Rassemblement national (RN) Marine Le Pen à Philippe de Villiers en passant par le député (Les Républicains, LR) du Vaucluse Julien Aubert, on trouve un rapport de deux cents pages, rédigé par un homme, le docteur en droit Grégor Puppink, pour le compte de l'organisation qu'il dirige, le Centre européen pour la justice et le droit (European Center for Law and Justice, ECLJ). Ce groupe de défense d'intérêts veut dénoncer une « influence » progressiste exercée sur la CEDH.

Peu connue en France, l'ECLJ hante depuis deux décennies les arcanes de la CEDH, pour y porter la voix du conservatisme chrétien. Le lobby, dont la devise, « Justice et Droit sont l'appui de ton trône, Amour et Vérité marchent devant ta face », est tirée des Psaumes de la Bible, est le bras juridique de La Manif pour tous, le mouvement français antimariage homosexuel, encore mobilisé mardi 3 mars contre la loi bioéthique. Grégor Puppink, était présent sur le podium de nombreux rassemblements contre le mariage gay ou la procréation médicalement assistée (PMA), de 2013 à 2019.

C'est l'ECLJ qui mène la bataille juridique pour lutter au niveau européen contre l'autorisation de la PMA aux couples homosexuels ; l'ECLJ toujours qui ferraille contre la reconnaissance de citoyenneté des enfants issus d'une gestation pour autrui (GPA). C'est toujours l'ECLJ qui était à la manœuvre pour maintenir en vie Vincent Lambert, cet homme plongé dans un état végétatif à la suite d'un accident de la route, finalement décédé en juillet 2019 après des années de controverse juridico-médicale.

L'ECLJ se frotte aussi aux questions identitaires, brandissant en 2019 la crainte d'une « application de la charia [la loi religieuse islamique] en Europe » à la suite d'une décision de justice en Grèce. La première grande victoire de l'ECLJ, l'affaire Lautsi, dans laquelle le think tank a plaidé pour que l'Italie puisse maintenir des crucifix dans ses écoles, a valu en 2011, à M. Puppink le titre de chevalier de l'ordre du Mérite de la République italienne. L'homme est aussi commandeur dans l'ordre vaticanaux de Saint-Grégoire-le-Grand, décerné par le Saint-Siège aux défenseurs de l'Eglise.

Concrètement, l'ECLJ, qui bénéficie également d'un statut d'ONG accréditée aux Nations unies (ONU), emploie des méthodes classiques d'influence, en produisant des rapports et des communiqués de presse,

mais aussi en intervenant directement dans les procédures.